**Modèle de délibération**

**Création d'un poste non permanent pour un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (A/B/C)**

*(articles L. 332-23-1° et L. 332-23-2° du Code général de la fonction publique)*

**Dans quel cas utiliser ce modèle ?**

Pour le recrutement d’un agent contractuel en cas d’accroissement temporaire d’activité ou d’accroissement saisonnier d’activité

Le ............……... *(date)*, à ...........………............. *(heure)*, en .......................................... *(lieu)* se sont réunis les membres du Conseil Municipal *(ou autre assemblée délibérante)*, se sont réunis sous la présidence de ..................................... , régulièrement convoqués le ……………………………

Étaient présents : ........…

Étaient absent*(s)* excusé*(s)* : .…………………

Étaient absents : ........…

Le secrétariat a été assuré par : ........

* Le Maire *(ou le Président)* informe l’assemblée délibérante :

Aux termes du Code général des collectivités territoriales et notamment des articles L.313-1, L.542-1 et suivants, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

* **Le Maire** *(ou le Président)* **propose à l’assemblée délibérante :**

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L. 332-23-1° et L. 332-23-2°,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Vu le décret n°88-145 **pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,**

Vu le budget n° …...... du …... adopté par délibération n°....du....

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n° …...... du … adoptée le ….

Considérant la nécessité de créer ….... (nombre) emploi(s) non permanent(s) compte tenu d’un accroissement (*temporaire*) ou (*saisonnier*) d’activité pour l’année 20….. dans le service …………………

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés :

* à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-1° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs

**OU**

* à un accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-2° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

L'agent devra justifier d'un diplôme de … ou d'une expérience professionnelle de … dans le secteur de …..

L’(es) emploi(s) sera (seront) classé(s) dans la catégorie hiérarchique (A/B/C) ………

La rémunération sera déterminée selon un indice de rémunération maximum de …………

Elle prendre en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Enfin le régime indemnitaire instauré par la délibération n° ….. du ….. (n’)est (pas) applicable.

Le régime indemnitaire est facultatif.

* **Après en avoir délibéré, l'assemblée ….... décide :**
* d’adopter la proposition du Maire *(Président)*
* de modifier le tableau des emplois
* d’inscrire au budget les crédits correspondants
* que les dispositions de la présente délibération prendront effet au …... (date)
* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le représentant de l'État

Une délibération ne peut prendre effet **au plus tôt qu'au jour de sa transmission au contrôle de légalité, une application rétroactive étant illégale**

* **ADOPTÉ** :
* à l’unanimité des membres présents
* à .................. voix pour
* à .................. voix contre
* à .................. abstention(s)
* à .................. ne prend pas part au vote

Fait à …................., le …..................

Le Maire (*ou le Président*)

Prénom, nom et qualité du signataire

Transmis au représentant de l'État le : ………………………….. (*uniquement pour le remplacement d'un agent indisponible*)

Publié le : ……………………

Le Maire (ou Le Président) certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. La présente décision peut faire l’objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d’un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).